

Unité interdépartementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
parc d'activités d'Angers St Barthélemy d'Anjou  
CS 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 05/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **MULTILAQUE**

ZI Est  
6 rue Louis Rustin  
72350 BRULON

Références : 2022-232\_INSP\_MULTILAQUE – Brulon\_RAP

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement MULTILAQUE implanté ZI Est 6 rue Louis Rustin 72350 BRULON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC), s'agissant d'un établissement à enjeu P3. Elle a porté sur les suites de la visite précédente et l'action nationale relative au risque incendie des installations de traitements de surfaces

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MULTILAQUE
- ZI Est 6 rue Louis Rustin 72350 BRULON
- Code AIOT dans GUN : 0006300870
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement est répertorié au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour ses installations de traitements de surfaces.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de visite précédente
- action nationale risque incendie dans les installations de traitements de surfaces

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Parcelles cadastrales	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 1.1.4	/	Sans objet
Présence rétention	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.4.3	/	Sans objet
Entretien, maintenance des cuves	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13	/	Sans objet
Actionnement de la vanne de barrage	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.5.4	/	Sans objet
Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.1.1	/	Sans objet
Calcul des émergences	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, et Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 6.5	/	Sans objet
Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.2	/	Sans objet
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II et Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.5	/	Sans objet
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II et Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.5	/	Sans objet
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 et Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.7	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 3.1.9	/	Sans objet
Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 19 et 20 et Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.9.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 1.2.6 introduit par arrêté préfectoral DIRCOL 2016-131 du 12 avril 2016	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Tri des déchets	Code de l'environnement du 04/03/2022, article D. 543-281	/	Sans objet
Nettoyage des abords	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 2.4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a apporté des actions correctives aux constats formulés lors de la précédente visite, dont certains sont encore en cours. Les installations sont gérées convenablement. Le formalisme de suivi apparaît nonobstant perfectible.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Présence rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés.
<b>Constats :</b> A la suite de la précédente visite, de nouvelles rétentions mobiles mises en place sous les différents contenants ont été visualisées, dans le local de préparation de peintures. Le bon de commande signé le 7/3/22 pour réaliser les travaux, à hauteur de 8046,95 € TTC est en cours. L'exploitant justifiera de la réalisation de l'ensemble des travaux de mise sous rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Tri des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/03/2022, article D. 543-281
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tri des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, la gestion des déchets était perfectible. Un tri des déchets est mis dorénavant en oeuvre sur le site, selon flux spécifiques de carton, film étirables, bois, métaux et aluminium. L'exploitant utilise, depuis le 1er janvier 2022, le logiciel TRACK DECHET et continue à tenir un registre de suivi des déchets. Le formalisme de remplissage du registre est perfectible : nom commercial « déchet » pour certains à préciser.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Parcelles cadastrales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 1.1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Parcelles cadastrales
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site est établi sur les parcelles cadastrales YB 104, YB 195, YB 208, YB 275, YB 289, YB 292, YB 295, ZR 43, ZR 45, ZR 54, ZR 55, ZR 57 et ZR 59 de la zone industrielle Est de la commune de BRÛLON
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, l'inspection a constaté que les terrains impliqués par 8 parcelles, représentant une superficie totale de 8638 m <sup>2</sup> , propriété de M. PESLIER, sont utilisés par MULTILAQUE pour l'entreposage des matériels (profilés, plaques...) à traiter (revêtement par traitements de surfaces). L'exploitant avait répondu par courrier du 02/07/2020, en citant seulement les parcelles et leur utilisation pour le stockage de produits, sans autre élément. L'exploitant précise que ceux-ci sont utilisés depuis le début d'exploitation, sans être visés dans l'arrêté. Il s'engage à communiquer un dossier avec les plans à l'échelle, représentant les activités ICPE exercées, les limites d'emprise ICPE et les références cadastrales, ainsi que tous les éléments d'appréciation justifiant du droit au bénéfice d'antériorité.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Entretien, maintenance des cuves

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien, maintenance des cuves
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant
<b>Constats :</b> Suite à la précédente visite, l'exploitant a été invité à réaliser des investigations pour évaluer la pollution au droit de la cuve de traitement enterrée. La visite a permis de visualiser la réfection de plusieurs sondages (carottage cimentés) au droit de la cuve (2 autour de la cuve en intérieur). Les 3 sondages réalisés à l'extérieur du bâtiment n'ont pas été visualisés. Le rapport présentant les résultats d'investigations (analyses des carottes prélevées...), élaboré par DEKRA sous un délai de 6 semaines est à communiquer. A noter que l'établissement utilisait du Chrome 6 jusqu'en septembre 2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Actionnement de la vanne de barrage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actionnement de la vanne de barrage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes d'intervention indiquent (...) la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier la procédure relative au bassin de confinement, ors de la précédente visite. Il a communiqué une version en réponse. L'analyse de la procédure intitulée « contrôle du bassin route de Loué », datée du 17/11/2015, laisse apparaître des incohérences par rapport à la situation actuelle. Elle ne porte que sur le bassin de confinement du bâtiment 1, mais pas sur celui du bâtiment 2. Elle vise des opérations qui ne sont plus réalisables ce jour (contrôle chimique de lagune) et ne vise aucune action corrective autre que celle de prévenir son supérieur. Le registre de suivi des opérations de contrôle consulté laisse également apparaître des incohérences (fréquence de contrôle non respectée, termes « pas accessible » récurrents, pas de colonne désignant l'action corrective, ni l'échéance de réalisation, il ne vise que les opérations de contrôle du bassin du bâtiment 1 ...). Le formalisme de la procédure et du registre sont à améliorer. Une procédure et un registre sont à créer pour le bassin de confinement 2.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Nettoyage des abords

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nettoyage des abords
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, la gestion des déchets et envols autour du site était perfectible. Le jour de la visite, le site était propre. L'exploitant précise avoir mis en place, après la précédente visite, une campagne de nettoyage hebdomadaire (vendredi), en tant qu'action corrective.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) est constamment tenu à jour, en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, l'état des stocks était perfectible. Ce dernier a été actualisé par l'exploitant. L'état des stocks, dans sa version actuelle, bien que répondant aux quantités de substances présentes est à modifier en intégrant le classement ICPE des substances.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Calcul des émergences

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/01/1997, et Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Calcul des émergences
<b>Prescription contrôlée :</b> le calcul des émergences au niveau des ZER doit établir un comparatif entre les niveaux de bruit entre usine en fonctionnement et usine à l'arrêt,
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle acoustique avait été jugé perfectible, lors de la précédente visite. Les actions correctives sont à apporter pour les prochaines campagnes, dont la prochaine prévue en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 3.1.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant de MULTILAQUE dispose d'un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de l'installation.
<b>Constats :</b> En réponse aux demandes issues de la précédente visite, l'exploitant a présenté le résultat d'un prélèvement réalisé sur un échantillon de déchets de peinture (seau). Il poursuit son analyse en vue d'affiner les données de son PGS. Le PGS actualisé est à communiquer dans les meilleurs délais via la plateforme GEREP.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, des dégradations avaient été observées sur un grillage. L'exploitant a justifié avoir passé la commande, le 07/04/2022, pour un montant de 19 778,2 € en vue de la réfection des bardages et grillage en acier corrodé. La zone de dépotage d'acide nitrique a permis de visualiser l'état de corrosion avancé des bardages métalliques du bâtiment 1 et du grillage métallique en périphérie de la zone de stockage des réactifs. L'exploitant prévoit de mettre en place un muret en parpaings sur la partie basse, surmonté d'un grillage inox, dans un premier temps, puis de remplacer les tôles de la façade du bâtiment 1. Les justificatifs attestant de la réalisation des travaux sont à communiquer.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Désenfumage – présence de DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article AM 3.II et Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
<b>Constats :</b> Dans le cadre de l'action nationale 2022, des dispositions relatives au risque incendie ont été vérifiées. Les bâtiments 1 et 2 (powerflex) abritant les installations de traitements de surfaces présentent tous les deux un dispositif de désenfumage, avec lanterneaux en toiture, et les commandes au niveau des accès. L'exploitant a produit le dernier rapport de vérification annuelle des dispositifs, réalisée le 10/02/2022 ; par l'organisme CHRONOFEU (YVRAC – 33). Pour le bâtiment 1, le rapport fait état de corrections à apporter. Les justificatifs des actions correctives réalisées à l'issue de ce contrôle sont à présenter.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article AM 3.II et Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Lanterneaux de désenfumage : Commande automatique et manuelle Commande manuelle placées à proximité des accès
<b>Constats :</b> Les commandes (levier et à cartouche CO2) sont implantées à proximité des accès. Aucune procédure n'est définie pour la vérification ou le test d'actionnement des lanterneaux. Une vérification des commandes par un organisme extérieur est réalisée selon une fréquence annuelle. Le registre de sécurité mentionne la vérification du dispositif de désenfumage, ML1 et ML2, le 17/02/2022, par CHRONOFEU. Cf. point de contrôle précédent : Les justificatifs des actions correctives réalisées à l'issue de ce contrôle sont à présenter.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques – mises à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 et Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
<b>Constats :</b> Les rapports de contrôle par thermographie IR, réalisés par DEKRA, le 15/12/2021, sur les bâtiments 1 et 2, n'identifient pas d'anomalie particulière.  Les rapports de contrôle des installations électriques (Q18), des bâtiments 1 et 2, en date du 23 et 27/09/2021, réalisés par DEKRA, concluent tous les deux à un risque incendie.  Les rapports détaillés de contrôle des installations électriques font respectivement état de 14 et 9 observations pour les bât. 1 et 2. L'exploitant a précisé avoir réalisé les actions correctives pour chacun des points, en annotant le rapport. 2 actions correctives sont encore en cours pour le bât. 1.  La suppression du risque incendie pour chacun des bâtiments 1 et 2 est à justifier.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte incendie – moyens

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
<b>Constats :</b> L'arrêté prescrit les moyens de secours suivants (art.7.5.3.1 et 7.5.3.2 - AP 16/12/2011) : <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 poteau incendie (situé à moins de 200 m du bât. 1 - 1 réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> pour bât 1</li><li>- 1 poteau incendie situé à moins de 100 m pour bâtiment POWERFLEX (bât. 2)</li><li>- 1 réserve d'eau de 250 m<sup>3</sup> situé au Nord du bâtiment Powerflex</li><li>- 1 réserve d'eau de 240 m<sup>3</sup> situé au Sud Ouest du bâtiment Powerflex</li></ul> <p>La visite a permis de visualiser :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 poteau incendie entre les bât. 1 et 2</li><li>- 1 bache à eau de 240 m<sup>3</sup> et 2 raccords incendie, au Sud-Est du bât. 2 et à l'Est du bât. 1 - 1 poteau incendie à proximité du bassin communal et donc du bât. 2</li><li>- 1 bassin d'eau (250 m<sup>3</sup> ?) mis à disposition par la commune, au Nord du bât. 2, avec un raccord incendie</li></ul> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de garantir le débit fourni par les poteaux incendie, en fonctionnement individuel et simultané, ni le volume du bassin communal. Il s'est rapproché du gestionnaire de réseau (VEOLIA) pour fournir les résultats. Le bassin de 240 m<sup>3</sup> au Sud-Ouest du bât. 2 n'a pas été visualisé. Il importe de vérifier le débit fourni par les poteaux pendant 2 heures, en individuel et simultané, pour garantir un volume de ressources minimal de 660 m<sup>3</sup> au niveau du bât. 2. Le volume exact du bassin communal est à communiquer. L'exploitant s'assurera régulièrement que les disponibilités sont toujours accessibles et suffisantes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte incendie – entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté des résultats de mesure de débit de poteaux incendie, en fonctionnement individuel. Ces données datant de 2009 sont trop anciennes et ne sont pas complètes. Les calculs de débit des poteaux incendie, en fonctionnement individuel et simultané sont attendus. De même, la justification du volume du bassin communal est à donner, au regard de l'importante végétation visualisée dans le bassin.  Le registre de sécurité fourni par l'exploitant donne les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- vérification extincteurs ML1, le 21/02/2022 par CHRONOFEU</li><li>- vérification extincteurs ML2, le 21/02/2022 par CHRONOFEU</li><li>- vérification RIA, ML1 et ML2, le 17/02/2022, par CHRONOFEU</li><li>- vérification désenfumage, ML1 et ML2, le 17/02/2022, par CHRONOFEU</li><li>- vérification portes coupe-feu, ML2, le 17/02/2022, par CHRONOFEU</li><li>- vérification alarme SSI, ML1, le 17/02/2022, par CHRONOFEU</li></ul> Le registre de sécurité n'indique pas de contrôle des portes coupe-feu dans le bât. ML1, ni de contrôle de l'alarme SSI pour le bât. ML2.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m <sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
<b>Constats :</b> L'arrêté prescrit 2 bassins, dont 1 bassin de confinement de 200 m <sup>3</sup> (art. 7.5.5.1 AP 16/12/2011) et un bassin de 660 m <sup>3</sup> (art. 7.5.5.2 AP)  Les 2 bassins ont été visualisés, le 27/04/2022. L'exploitant a produit les documents justifiant des volumes respectifs de 2400 m <sup>3</sup> (certificat du 19/12/2016) et 850 m <sup>3</sup> (Note de calcul), pour les bassins respectifs 1 et 2. L'exploitant s'assurera régulièrement du volume disponible, notamment au regard du niveau d'eau constant et des sédiments et végétation présents en fond de bassin.  Seule une procédure de contrôle est prévue pour le bassin 1 (bassin de Loué qui se rejette dans un deshuileur, puis dans le milieu naturel (ru du Parquainiau)). Le registre de suivi du bassin de confinement 1 est perfectible (présence de sédiments et de roseaux notée de façon récurrente sans action corrective, fréquence de contrôle non respectée, points de contrôle inaccessibles depuis plusieurs années...). La procédure 1 datée du 17/11/2015 et le registre de suivi associés sont à actualiser.  La procédure relative au bassin 2 est à élaborer et les opérations réalisées sont à consigner sur un registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux incendie – organes de commande

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin de confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Seule une procédure de contrôle est en oeuvre pour le bassin 1 (bassin de Loué qui se rejette dans un deshuileur, puis dans le milieu naturel (ru du Parquainiau)).  La procédure relative au bassin 2 est à élaborer et les opérations réalisées sont à consigner sur un registre.  Le registre de suivi du bassin de confinement 1 est perfectible (présence de sédiments et de roseaux notée de façon récurrente sans action corrective, fréquence de contrôle non respectée, points de contrôle inaccessibles depuis plusieurs années...). La procédure 1 datée du 17/11/2015 et le registre de suivi associés sont à actualiser.  Compte tenu de l'emplacement des vannes d'isolement, un panneau signalétique est à implanter pour mieux visualiser l'implantation des vannes et le sens de manœuvre de celles-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Protection foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 19 et 20 et Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Protection foudre : étude technique foudre
<b>Constats :</b> L' étude technique foudre réalisée par SOCOTEC, le 10/09/2015 préconise de réaliser une nouvelle ETF à réaliser (p.23/35). Aucun des travaux préconisés n'a été réalisé. L'exploitant s'est engagé à faire intervenir un organisme extérieur compétent pour élaborer une nouvelle analyse du risque foudre, puis l'étude technique et à engager les travaux de protection pour l'ensemble du site MULTILAQUE, regroupant les bâtiments 1 et 2, ainsi que le bâtiments propriété de M. PESLIER utilisés pour le stockage de produits.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 1.2.6 introduit par arrêté préfectoral DIRCOL 2016-131 du 12 avril 2016
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Garanties financières : - document attestant de la constitution
<b>Constats :</b> L'exploitant a produit la feuille de calcul pour la réactualisation des garanties financières, établie en octobre 2019, avec l'indice TP01 d'octobre 2019 publié le 17/01/2020 (111.2 (Base 2010)). Le montant actualisé est évalué à 526 166 €.  L'attestation du renouvellement du cautionnement pour un montant de 438 472.00 € pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2022, effectuée par l'organisme Sofitech est en cours de révision.  Le nouvel acte de cautionnement, avec le montant réévalué est à produire.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet